

La Police du climat

Une force de police pour lutter contre les crimes climatiques

1. Menace

Inondations, sécheresses, fonte des calottes glaciaires et du permafrost, élévation du niveau des mers, multiplication des épisodes météorologiques extrêmes, raréfaction de l'eau, baisse des récoltes: aujourd'hui déjà, l'humanité subit de plein fouet les effets du réchauffement climatique. Le nombre de victimes de cette évolution est conséquent, mais il pourrait exploser à l'avenir. Des régions entières risquent d'être déstabilisées. Pour l'Organisation des Nations unies, le nombre de réfugiés climatiques dépassera bientôt celui des migrants jetés sur les routes par la guerre, l'oppression et la misère. Au cours des décennies à venir, le plus grand péril qui guette l'humanité est bien le réchauffement climatique.

Et la Suisse est touchée elle aussi. Dans les régions alpines, la fonte du permafrost entraîne une mutation profonde des écosystèmes. Les chutes de pierre, les glissements de terrains et la formation de torrents rendent l'existence des habitants de ces régions plus difficile. Certains d'entre eux ont déjà quitté leur lieu de vie ancestral pour trouver refuge ailleurs. Entre les inondations du printemps et la canicule de l'été, l'année 2015 illustre bien le danger du réchauffement climatique pour notre pays. Et pourtant, ce n'est rien en regard de ce qui attend la population à l'avenir.

2. Les crimes climatiques

Fin février 2015, le Conseil fédéral annonçait ses objectifs en matière de politique climatique. Des objectifs qui se révèlent bien moins ambitieux que ceux fixés par l'Union Européenne ou les États-Unis. C'est le résultat d'une politique climatique dictée par le lobby des énergies fossiles. Depuis des années, la Suisse s'achète une bonne conscience sous la forme de certificats de compensations carbone. Les Suisses restent de gros consommateurs de pétrole sous la forme de mazout pour le chauffage ou de carburant pour les transports et les déplacements. Pourtant, officiellement, la Suisse se targue d'être un bon élève en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Les autorités fédérales et cantonales lancent des plans d'actions séparés pour chacun des effets du réchauffement climatique, sans pour autant mettre en œuvre une politique cohérente contre les causes de ces changements: la consommation d'énergie fossiles. Il y a pourtant urgence. En 2015, le nombre de morts provoqués par la canicule a

dépassé celui des homicides. Or à l'avenir, en Suisse, chaque été comptera trois fois le nombre de journées caniculaires qu'a connu le pays cette année. Et pourtant les représentants du lobby des énergies fossiles continuent de convaincre le monde politique que la Suisse ne peut se permettre une politique climatique ambitieuse, car celle-ci mettrait en péril l'économie. Ce faisant, ils occultent le fait que rester sur la tendance actuelle coutera bien plus cher à la population.

3. Police du climat

Face à l'inaction des politiques et des entreprises, il est indispensable qu'une force d'intervention se mette en action afin de dénoncer les auteurs de crimes climatiques et de protéger la population. Le réchauffement climatique est la principale menace pesant sur la prospérité, la sécurité et les libertés fondamentales des Suisses.

À chaque fois qu'une menace pour la population est identifiée, les autorités déploient des unités de police spécialement affectées à cette menace (brigade routière, brigade des mœurs, police des transports, etc.). Pourtant, alors que de plus en plus d'habitants du pays sont confrontés au réchauffement climatique et à ses conséquences funestes, il n'existe pas de force de police pour les protéger. Les auteurs de crimes climatiques continuent d'évoluer librement et d'influer négativement sur les décisions politiques.

La lutte contre le réchauffement climatique est un combat pour la défense des libertés des citoyens suisses et pour leur sécurité. Dans ce contexte, le déploiement d'une force de police organisée est amplement justifié. La Police du climat enquête sur les crimes climatiques, en dénonce les auteurs et aide la population à se protéger via des mesures préventives. Comme le ferait n'importe quelle unité de police face à des crimes classiques.